

COMPTE RENDU DE FIN D'ÉTUDE D'UNE RECHERCHE (*)

sur

STRUCTURES SOCIALES ET REPRESENTATIONS COLLECTIVES : QUATRE COMMUNAUTES OUVRIERES DE LA SECONDE INDUSTRIALISATION (1ère moitié du XXe siècle)

Bien qu'elle ait réuni, d'emblée, des spécialistes de diverses disciplines (1), la recherche menée par le Centre Pierre Léon se veut d'abord travail d'*historiens* sur une période où l'approche globale qui a fait l'originalité d'une certaine école française ne s'est guère hasardée, la première moitié du XXe siècle. Les progrès rapides des travaux étrangers, anglo-saxons surtout, tant sur le plan de la problématique que sur celui de l'invention et du traitement des sources les ont rendus particulièrement sensibles à certaines ignorances. C'est d'abord à cette nouvelle manière de poser les questions et aux approches autres (2) qu'elle signifie qu'on a voulu s'attacher à propos d'un phénomène qui, dans les années 1920-1930, leur *paraît* constituer une rupture radicale — c'est une hypothèse de travail — d'avec le passé, à savoir l'apparition et l'enracinement d'une idéologie et d'une organisation à vocation hégémonique — mais aussi une sociabilité, un langage, une culture ? —, le communisme, dans les classes ouvrières de certains pays occidentaux. Une mutation qui a contribué à fonder, sans aucun doute, une des interrogations majeures de l'Europe du Temps le plus immédiatement présent, au moins en France et en Italie. Comment ? On commence à le savoir, à travers l'analyse des comportements politiques, des données de la sociologie électorale, ou de cette approche ethnographique du phénomène amorcée par Annie Kriegel (3). Pourquoi ? C'est une autre affaire, dès lors qu'on s'écarte d'une eschatologie plus ou moins consciente, et qui n'a pas contaminé que les croyants — Et sur laquelle les travaux anglo-saxons de la nouvelle histoire ouvrière — autour d'E.P. Thompson en Angleterre, d'H. Gutman, D. Montgomery aux

(*) Comité Scientifique D.G.R.S.T. et C.N.R.S. *Europe du Temps Présent*, Action Complémentaire Concertée, Décision d'aide n° 76-7-1528.

États-Unis, et de leur proliférante postérité — ne nous apportent guère de lumière *directe*, et pour cause ! (4)

I — TROIS QUESTIONS, TROIS APPROCHES

Au départ de l'enquête donc, une question apparemment simple, mais une volonté de ne pas l'aborder d'une manière simpliste, c'est-à-dire à travers une histoire étroitement politique, même ornée d'un peu de statistique, de sociologie ou d'ethnographie. Des travaux antérieurs nous avaient convaincus que partir de l'idéologie sous-entendait une cohésion doctrinale qui existe peut-être au niveau du Livre, mais jamais à celui de sa diffusion (5); que l'autonomie relative, et la complexité, des représentations collectives empêchaient de lier *directement* son succès — ou son échec — aux questions concrètes posées par l'existence ouvrière et la conjoncture à l'usine ou hors d'elle; qu'intervenient, massivement, d'autres facteurs nés des structures mêmes du groupe auquel elle s'adressait, dans ses sociabilités emboîtées et croisées, dans son organisation spatiale, dans l'enchevêtrement de ses traditions culturelles et de ses origines. Donc, partir du groupe lui-même, ou de la communauté, vers le politique au sens étroit, sans donner à la démarche un sens mécaniste, sans nier l'existence de va-et-vient entre les divers niveaux de la réalité, sans établir entre eux de hiérarchie *a priori*. C'était, aussi, retrouver une autre voie de l'historiographie anglo-saxonne récente, celle de la *new urban history*, dans la ligne, déjà anciennement tracée par St. Thornstrom (6). Une triple série d'hypothèses, ou de précautions méthodologiques, qui a dicté une triple approche, chacune d'entre elles ayant ses sources spécifiques.

Il n'était pas question de travailler ainsi sur l'ensemble d'une région. Soucieux de répondre à l'approche comparatiste de l'appel d'offres de la D.G.R.S.T., nous avons donc choisi l'analyse fixe de quatre communautés ouvrières à la fois semblables et différentes — on verra plus loin comment —, des premières années du XXe siècle aux approches de la Seconde guerre mondiale. En France, Givors, à une vingtaine de kilomètres au Sud de Lyon, à l'entrée de la vallée du Gier; Saint-Fons et Vénissieux, deux communes orientales de la banlieue lyonnaise; et, en Italie, Borgo San Paolo, un quartier méridional de Turin. L'enquête a été menée de façon simultanée, et si chaque sous-groupe de l'équipe s'est bien sûr spécialement attaché à un terrain propre, des réunions périodiques globales ont permis de faire le point et de rappeler la problématique en l'affinant; dans le cadre du séminaire de D.E.A. du Centre Pierre Léon, un certain nombre de spécialistes, français ou étrangers, sont venus confronter les résultats de leurs propres enquêtes avec les nôtres, tels H. Kaelblé (Freie Universität Berlin), P. Borscheid (Münster), L. Niethammer (Essen), F. Mendels (Maryland), etc... ,

A. Prost (Orléans)... Même si elle n'a pas marché partout du même pas, que ce soit parce que le terrain avait été, au préalable, inégalement déblayé, ou parce que la qualité de la documentation n'a répondu qu'imparfaitement aux trois grands types de questions posées plus haut.

A — L'ÉTAT DES LIEUX

Avant tout, il fallait dresser une sorte *d'état des lieux*, démarche classique d'inventaire des populations et de leurs manifestations de tous ordres. Donc tenter d'écrire cette histoire comme tout classique des *Mouvements* ouvriers, éclairés par leur environnement social, économique et politique. Pas de sources nouvelles à ce stade, mais le dépouillement d'une documentation bien connue des historiens sociaux du XXe siècle, puisque tout entière concentrée aux Archives Départementales du Rhône, à Lyon, et dans les Archives Municipales de Givors, Vénissieux et Saint-Fons : papiers du préfet, police, surveillance de l'opinion; campagnes et statistiques électorales, aux plans local et national; grèves et syndicats; partis, groupes politiques, et associations de tous ordres; prix et salaires, crises de l'emploi et chômage, etc...; et, du côté de l'imprimé, la presse évidemment — et surtout *Le Progrès de Lyon*, très riche de notations éparses —, mais aussi les délibérations des Conseils municipaux et leurs bulletins, qui ont été systématiquement fichés. Dès maintenant, on peut écrire une histoire extérieure de l'expression collective ouvrière des années 1900 aux environs du Front Populaire dans les trois communes citées. Avec cependant des blancs importants, tant la série M des A.D. du Rhône devient fragmentaire à partir de la guerre de 1914-1918, après d'évidentes épurations ou négligences. A Givors, la richesse de la documentation municipale, qui intègre beaucoup de fonds privés — de Syndicats, notamment, ou de militants de premier plan — permet de les combler; il n'en va pas de même à Vénissieux et à Saint-Fons, où des contacts pris directement avec les associations syndicales n'ont pas reçu l'accueil qu'on attendait, peut-être tout simplement parce qu'il n'existe plus grand'chose. On verra aussi plus loin que la question n'est pas de simple documentation.

Du côté de Turin, la documentation est d'une grande richesse, et la question a déjà été débrouillée, au moins jusqu'en 1914. Il était cependant impossible de s'en tenir à des travaux de seconde main qui sont de grande qualité mais, précisément, l'ont lue à la lumière de cette conception unilinéaire de l'histoire ouvrière dont on a voulu s'écarter (7). Nous sommes donc revenus aux sources primaires elles-mêmes, nous-mêmes, en l'absence d'une équipe turinoise prête à adopter notre problématique. Leur dispersion entre divers dépôts — Bibliothèque de la «Civica», «Archivio storico» Municipal, Archives de la province, sans compter le dépôt national de Florence, où la presse est très abondante —,

l'impossibilité de maintenir longtemps des chercheurs sur place, nous ont conduits à faire microfilmer la majeure partie de la documentation après une mission de repérage et de fichage de deux mois. Elle est actuellement en cours de classement et d'exploitation au Centre Pierre Léon, à Lyon. Nous disposons aujourd'hui de l'essentiel sur l'histoire des mouvements collectifs, bien que la presse n'ait été qu'épisodiquement dépouillée, par sondage; et, surtout, de toutes les grandes séries statistiques correspondant *grosso modo*, aux ensembles français, sur tout ce qui touche les points suivants des environs de 1900 à 1938 :

- 1 — démographie, populations, état civil,
- 2 — marché du travail, chômage,
- 3 — salaires, conditions de travail, horaires,
- 4 — consommation, prix alimentaires, coûts de la vie,
- 5 — habitat, services publics, organisations des quartiers,
- 6 — hygiène, santé,
- 7 — législation du travail, inspections, sécurité,
- 8 — assurances sociales,
- 9 — police, délinquance,
- 10 — état de l'opinion; organisations ouvrières et patronales, coopératives, bourses du travail,
- 11 — élections : campagnes, statistiques, etc...,
- 12 — activités industrielles, bilan des entreprises, etc...

Le fichage est terminé, et l'exploitation proprement dite commencée; elle devra s'achever à la fin de mars 1980. Bien sûr, on en tirera les grands états de l'histoire ouvrière classique, mais, fidèles à notre intention première, nous avons aussi tenté de lire dans l'événement l'expression concrète d'un *groupe social* dans une situation concrète et limitée, et pas une quelconque étape vers une mythique conscience politique définie de manière quelque peu tautologique. A partir de là, il est donc possible de tracer les grands cadres de la recherche, dont on lira plus loin les premières lignes et aussi les interrogations, d'ordre divers, qu'ils suscitent encore.

B — L'ENQUETE ORALE

De l'état des lieux, tel qu'on peut le saisir dans une documentation malgré tout inerte, aux représentations collectives, on a déjà dit l'importance du hiatus. Particulièrement perceptible d'ailleurs dans l'exploitation du matériau classique lui-même : on sait par exemple depuis longtemps que la *cause* d'une grève n'a rien à voir, souvent, avec le cahier de revendications qu'elle suscite. Beaucoup d'éléments, autour du rôle des groupes intermédiaires — la famille, les amitiés de

voisinage, la camaraderie d'usine — et de la quotidienneté au travail et en dehors de lui ne sont souvent que reconstruction incertaine et laborieuse dans la chaîne des causalités de l'analyse, quand ce n'est pas pure conjecture. La période était suffisamment proche, les survivants suffisamment nombreux pour qu'on tente une enquête d'histoire orale. D'autant plus que l'on disposait déjà, pour Borgo San Paolo, de tout un matériau enregistré il y a quelques années, à l'occasion d'une exposition sur «Turin entre les deux guerres», sous la direction de deux universitaires, un historien et une philosophe, Giovanni Levi et Luisa Passerini (8). Les bandes sont conservées à la Galleria Civica d'Arte Moderna, et tout un travail de décryptage et d'interprétation avait été fait que l'on a pu utiliser. L'enquête turinoise se poursuit d'ailleurs aujourd'hui, et la collaboration est devenue étroite, au cours de l'année 1977-1978 entre les deux groupes (Séminaires communs, échange de chercheurs, confrontations des méthodes et des résultats). Simplement, on l'a étendue aux trois points d'observation français, à partir d'une grille d'entretien mieux adaptée aux questions que nous nous posons : à la fois sur tout ce qui touche au quotidien et au vécu de la vie de travail mais aussi à l'articulation entre le domaine du privé et celui des choix et des comportements politiques.

Nous n'avons donc pas tenté — pour l'instant — de dérouler des histoires de vie, ni constitué un échantillon raisonné, représentatif de l'ensemble des différentes catégories d'une population, puisque nous nous intéressions à un certain nombre de domaines précis — même si l'enquête a donné quelques sous-produits. D'autre part, c'est moins l'événement que l'on a tenté d'approcher que les représentations qui l'ont entouré, réserve faite de l'écran de la mémoire et de tous ses artefacts. A Givors d'abord, on a interrogé une quinzaine d'ouvriers verriers et une vingtaine de métallurgistes; à Vénissieux et à Saint-Fons, des retraités de l'usine automobile Berliet, une vingtaine également (9). Dans l'ensemble, il s'agit de gens entrés dans la vie de travail, qu'ils soient nés là ou venus d'ailleurs, autour de la première guerre mondiale et dont les souvenirs vont jusqu'aux années 1950. Donc contemporains, on le verra, et des transformations économiques et urbanistiques qui ont marqué les trois communautés françaises, et des Italiens de Borgo San Paolo interrogés à Turin. Chaque interview dure de deux à quatre heures, selon un mode semi-directif, en un discours libre autour des thèmes proposés. D'une manière générale, il est d'une richesse certaine sur l'enfance et la famille d'origine, les conditions d'entrée dans l'industrie, les techniques et l'organisation du travail, l'évolution générale des techniques de production, les relations latérales de sociabilité dans et à l'extérieur de la famille étroite, les enfants; mais beaucoup plus retenu et discret — ce qui n'a pas manqué de nous étonner, un grand nombre des intervenants étant d'anciens militants — sur le patronat et la maîtrise, l'organisation syndicale, le contexte politique. Un

choix déjà, à interpréter. L'ensemble des bandes est déposé au Centre Pierre Léon et a déjà été exploité tel quel de manière assez complète (10); il reste cependant à les transcrire pour une lecture plus aigüe et la veine est loin d'être épuisée. Un grand nombre d'entretiens seraient sans doute à reprendre, quand ils ont été faits avec ceux qu'on a appelés ailleurs des porteurs de mémoire, qui paraissent effectivement détenteurs d'une très riche tradition orale. D'autres vont s'achever — avec les ouvriers d'origine espagnole (11) — ou sont en cours — chez les anciens travailleurs des usines chimiques de Saint-Fons et des femmes de Vénissieux. Sans surestimer des données dont il convient, d'emblée, de noter les limites, sans privilégier une approche qui doit à tout instant être confrontée aux sources archivistiques écrites, il semble qu'il y ait tout de même là une veine extrêmement féconde pour une histoire presque immédiate encore souvent à la recherche de ses méthodes et que, d'ailleurs, les sociologues du travail, entre autres, ont depuis longtemps exploitée. L'essentiel de la démarche, cependant, est ailleurs, dans l'exploration des groupes eux-mêmes.

C — L'ANALYSE QUANTITATIVE

On sait qu'entre la suppression des récapitulatifs communaux des recensements d'après 1891 et les comptages de l'I.N.S.E.E. d'après 1945, la première moitié du XXe siècle est un désert statistique pour qui veut opérer une démarche monographique; et qu'il est même impossible de connaître, à un niveau inférieur à celui du département, le partage des âges, des sexes et des statuts socio-professionnels. Le refus de considérer la classe ouvrière comme une donnée première, définie une fois pour toutes de façon théorique et formelle, imposait le recours au dépouillement *direct et exhaustif* de la documentation de base, selon les modèles de toute l'école américaine issue des travaux de St. Thernstrom et dont les premières applications européennes sont en train de s'achever (12). Le *cœur de l'enquête* — et de toute la problématique — c'est donc la reconstitution et l'*analyse quantitative* des populations sur les quatre terrains choisis. Pour, dans un premier temps, simplement, *partager* les appartenances diverses : catégories sociales, professions, âges, sexes, taille et organisation des ménages, origines géographiques, mobilité et insertion spatiales, et, bien sûr, repérer comment les unes et les autres évoluent sur un demi-siècle. Puis, dans un second moment, essayer d'appréhender comment les individus, les groupes familiaux ou d'originaux se meuvent à l'intérieur de ces structures et de ces partages; en somme, *aborder statistiquement* la grande question de la mobilité sociale. D'un côté donc, des questions très générales, applicables à n'importe quelle communauté quantifiable; de l'autre, celles surgies de l'avancement même des recherches, et notamment de l'approche orale que traversent les représentations de l'identité sociale, de la mobilité sous toutes ses formes et des relations à la famille, à la région d'origine, au quartier, voire à la rue, etc...

Pour l'heure, on a fiché systématiquement : 1) tous les *ménages* des listes nominatives des recensements de 1901, 1906, 1911, 1921, 1926, 1931, 1936 dans les communes de Vénissieux, Saint-Fons et Givors... avant la mise en place de la nouvelle législation restrictive de consultation, selon un ordre qui préfigure le codage et reproduit, en gros, la structure de la source elle-même. — 2) tous les *actes de mariage* de la fin du XIX^e siècle à 1936, sur une fiche-type inspirée de celle des démographes, mais susceptible d'intégrer des renseignements complémentaires de type sociologique. En ce qui concerne Borgo San Paolo, on dispose dès maintenant des dépouillements — et du début d'exploitation — qui avaient été faits, à partir de ses registres paroissiaux, par l'équipe de Giovanni Levi; même s'ils sont moins riches, on a commencé à les coder à l'image de la source française. Les listes nominatives des recensements italiens sont par contre inaccessibles au chercheur; on a cependant engagé des pourparlers avec les autorités compétentes et l'appui des collègues de l'Université de Turin, de la Mairie et même du préfet de la province laissent bien augurer de l'avenir : on attend, d'une semaine à l'autre, la réponse du Ministre de l'Intérieur.

L'exploitation a commencé d'abord par la mise au point d'un code socio-professionnel qui puisse s'appliquer à l'ensemble des quatre communautés; plutôt que de partir d'une nomenclature générale qui risquait de mal intégrer les professions concrètes déclarées dans les divers documents on a dressé une liste exhaustive de *toutes* celles qu'ils mentionnent; de même pour les localités géographiques citées, car le code de l'I.N.S.E.E. d'une part laissait de côté l'Italie et, surtout, son étendue aurait fait perdre trop de temps au moment de l'exploitation informatique.

Actuellement — été 1979 — toutes les données des actes de mariage sont en voie d'être mises sur cartes perforées par le service informatique de l'Université Lyon II, car la sûreté des renseignements n'a pas nécessité un préalable réajustement des données. Dans un premier temps, on envisage une série de tris simples en fonction des questions posées plus haut, puis de tris croisés destinés à éclairer les liens entre :

- profession et lieu de naissance des hommes et des femmes,
- profession (et statut social) des mariés et de leurs pères,
- profession des mariés et de leur beau-père,
- proximité géographique des deux conjoints (à la fois celle des lieux de naissance et celle des lieux d'habitation),
- profession et choix des témoins,
- profession et âge au mariage.

Dans tous les cas, il s'agit des *premiers mariages* — de façon à assurer l'homogénéité de la cohorte.

L'élaboration du matériau de base a été beaucoup plus difficile pour les fiches-ménages des recensements, dont la qualité est très inférieure à celle des *Census* américains : inscription phonétique des noms de famille, fréquentes variations des prénoms à cinquante années de distance, qui obligent à un fastidieux et lent recouplement; négligences ou mauvaise compréhension des instructions officielles dans la mention des liens de parenté et dans le statut socio-professionnel des membres du foyer en dehors du chef de famille; erreurs sur les âges; et même dans le partage des ménages à l'intérieur de la même maison, etc... Une médiocrité qui jette d'ailleurs la suspicion sur tout travail fait à partir d'un seul recensement, en ville en tout cas — et c'est seulement avec la mise en œuvre de l'ensemble de l'état civil (actes de naissances et de décès), dont le dépouillement est programmé (mais à peine effleuré, à Givors), qu'on pourra utiliser avec sûreté, l'ensemble des renseignements contenus dans les listes nominatives. Actuellement, les recouplements sont à peu près terminés en ce qui concerne Givors, très avancés pour Saint-Fons et Vénissieux; surtout, une première exploitation informatique doit avoir lieu dans les mois qui viennent sur les fiches de ménages elles-mêmes, identifiées par les caractéristiques du seul chef de famille (tri des statuts socio-professionnels, de la dimension et de la composition des ménages), pour chaque recensement et par cohortes d'âges; les codages, bien sûr, étant les mêmes que pour l'analyse des actes de mariage.

II — LES GRANDES LIGNES DE LA NOUVEAUTÉ

Il n'est pas question de développer ici le détail des analyses opérées au cours de l'enquête, d'autant plus qu'un certain nombre d'entre elles ne seront véritablement validées qu'à la livraison des listings de l'ordinateur. Une partie d'entre elles — très mince — est reprise par l'article cité plus haut (13), et le reste paraîtra, au fur et à mesure, sous forme monographique ou thématique dans le *Bulletin du Centre Pierre Léon*, en attendant la rédaction, déjà esquissée dans ses grandes lignes, d'un volume sur la « communauté ouvrière de Givors à travers deux siècles d'industrialisation » — donc élargi dans le temps, de la fin du XVIII^e siècle à aujourd'hui — et d'une publication collective comparative des quatre terrains entre les deux guerres, mais à plus longue échéance. Dans ce rapport, on s'est efforcé de synthétiser ce qui en seront les conclusions, telles qu'elles apparaissent aujourd'hui du moins, en mettant l'accent sur ce qui constitue, au-delà des différences prévisibles et confirmées, la communauté de situation, de représentation et de conduite collectives à Borgo San Paolo, à Givors, à Saint-Fons et à Vénissieux.

A — A LA RECHERCHE D'UN RENOUVELLEMENT ÉCONOMIQUE

a) Les mutations du recrutement

Dans un premier temps, il s'agit moins d'affirmer la *nouveauté* — ou le renouvellement — de la classe ouvrière que de montrer *en quoi elle consiste* et quelle est sa signification. Car elle se lit, d'emblée, dans trois cas sur quatre, à travers, simplement, le mouvement de la population domiciliée qui ici double ou quadruple d'un avant-guerre à l'autre, et là fait même plus que décupler. En effet, les recensements quinquennaux donnent les nombres suivants :

Saint-Fons	Vénissieux	Année	Borgo San Paolo
4.982	3.867	1901	
5.325	4.417	1906	
6.018	4.948	1911	4.476
7.248	7.985	1921	21.941
9.362	11.596	1926	
10.660	16.157	1931	32.780
10.443	16.337	1936	37.100

Le rôle de la guerre — phénomène exogène s'il en est — est clair, et n'a rien d'étonnant. L'emploi qu'elle a brutalement gonflé est celui des usines installées pour la plupart dans la première décennie du siècle par le redéploiement des industries lyonnaises et turinoises après le choc de la Grande Dépression, c'est-à-dire la chimie et les constructions mécaniques, l'automobile surtout. Et, dans tous les cas, elle a provoqué aussi une *mutation qualitative* de ces activités.

Mais le cœur de l'industrie chimique régionale n'a pas été créé avec la tradition ancienne des Perret et des Coignet, installés dès les années 1850, importante mais somme toute médiocre à l'échelle du XXe siècle (14). C'est, maintenant, d'abord, les deux vastes établissements de Rhône-Poulenc et de Saint-Gobain, très loin devant la douzaine d'autres maisons, plus diversifiées, mais où l'emporte la chimie. Vénissieux est moins monolithique, avec au moins trois verreries («de Vénissieux», Gomez, La Perle lyonnaise), une tannerie (Chabaud), un peu de chimie (la «Société française des Glycérines»), de la construction électrique («Société française des électrodes», «Constructions Électriques de France», etc...) et mécanique («Descours et Cabaud», «Établissements Maréchal S.A.», «Aciéries de Longwy», un atelier de réparations de locomotives du P.L.M.). Mais tous ces établissements tendent de plus en plus à être éclipsés par la deuxième usine de Berliet, construite en 1917-1918 sur plus de 23 hectares; dès la fin de la guerre, on y emploie, au montage

des camions et des chars Renault et au tournage des obus plus de 5.000 des 12.000 salariés de la firme; un effectif qui ne *variera* guère puisqu'en 1925, au lendemain d'un dégraissage des effectifs considérable, il y en a les trois-quarts (4.500 sur 5.800). A Borgo San Paolo enfin, on retrouve tous les grands noms de l'automobile et de la mécanique piémontaise de la Belle Époque, Lancia, Chiribini, Pininfarina, Ansaldo, ... et une douzaine de firmes de sous-traitance, parmi lesquelles Westinghouse; et dans les années 1920, la Fiat de Lingotto est en dehors mais extrêmement proche.

Est-il besoin de souligner que le mouvement naturel de la population, saisi à travers la balance des naissances et des décès, est loin de rendre compte de ce développement accéléré ? Le renflement des pyramides des âges aux tranches entre 20 et 40 montre bien qu'il s'est fait grâce à un appel massif à l'extérieur. Or, les cartes des lieux de naissance des nouveaux mariés révèlent que c'est dans les campagnes environnantes que l'on a puisé avant tout. A l'inverse de ce qui se passait au XIXe siècle — et particulièrement dans la métallurgie —, elles ordonnent les cercles concentriques du recrutement, particulièrement dans les années 1920-1930. C'est le Dauphiné proche, la Dombes et le Jura et, surtout, la moyenne vallée du Rhône et ses abords montagneux — dont on ne trouve guère d'originaires parmi les ouvriers lyonnais quelques décennies auparavant — qui fournissent l'essentiel de la main-d'œuvre à Vénissieux et à Saint-Fons; et quand on a voulu retrouver les anciens «Berliet» pour les interroger, il a fallu à plusieurs reprises aller les chercher du côté de Valence et de Montélimar. Il faudra, bien sûr, affiner la répartition géographique; mais d'ores et déjà, elle recoupe la carte de la crise des campagnes naguère soyeuses.

A Borgo San Paolo, où le travail est plus avancé, le modèle est strictement identique. Au début de la période (1917-1919), on n'y compte guère qu'un ouvrier sur quatre à être venu des autres quartiers de la métropole turinoise (24,9 %), alors que le plat-pays piémontais en a vu naître un sur deux (49,8 %) et le reste de l'Italie du Nord un sur neuf (11,8 %). Dans les deux décennies qui suivent, quand ne joue plus l'artifice des commandes de guerre, et que la croissance se ralentit, si la part de Turin — qui se développe elle-même très vite — augmente logiquement (34 % en 1930-1932 et en 1937-1939), c'est avec peu de force; et si le Piémont régresse, relativement (à 40,2 et 35,4 %), c'est parce que le bassin migratoire s'élargit, mais sans changer de nature : la place du reste de l'Italie du Nord (13,6 et 14,6 %) augmente en effet, tout comme celle des autres zones du pays (11,1 et 13,8 %). Cette expansion en tache d'huile du recrutement est encore plus claire si l'on ne prend en compte que les seuls arrivants, et les seuls Piémontais; ce reflux des natifs des provinces de Turin (extra-muros) entre 1919-1921 et 1937-1939 (de 30,6 à 23,8 %) et d'Alexandrie (de 16,1 à 14,2 %),

les plus proches, n'est que l'envers de la permanence de celle d'Asti (de 32,1 à 23,8 %) et de la poussée de celles de Verceil (de 9,6 à 12,5 %) et de Curreo (de 17,4 à 23,8 %). Dans tous les cas, on s'écarte, de plus en plus, du modèle ancien — ou de celui d'un XIXe siècle de transition —, responsable dans la France du Sud-Est — (on n'a pas encore de travaux comparables sur le Piémont)—où la majorité de l'emploi dans la métallurgie était puisée dans d'autres zones de tradition métallurgique, rurales ou urbaines, au gré des distorsions régionales et sectorielles de la conjoncture courte et des reconversions structurelles. C'est un premier pas important dans la vérification de l'hypothèse d'un *remaking* de la classe ouvrière, déjà émise pour le Londres édouardien par Gareth Stedman Jones (15), esquissé pour les grands centres de la région lyonnaise après 1895, au moins soupçonné en tout cas. Il va de soi que l'analyse demande encore à être affinée en prenant en compte non plus seulement les grandes zones géographiques, mais les lieux exacts de la naissance et les activités précises des communes de départ, afin de préciser les liens qui peuvent exister entre une crise des campagnes (ou des petits centres manufacturiers anciens) et les itinéraires de migration qui aboutissent aux usines nouvelles.

b) *Turbulence géographique et segmentation technologique*

En fait, les nombres de la population d'ensemble, les solides migrations masquent peut-être l'essentiel d'une *turbulence géographique* révélatrice d'un renouvellement peut-être encore plus profond qu'il n'y paraît. L'essentiel de la progression globale se fait dans les années 1920, avant un très net ralentissement — à Borgo San Paolo, à Vénissieux — après 1930, quand ce n'est pas un à-plat — à Saint-Fons — quand ce n'est pas un recul, comme à Givors, qu'on a jusque-là laissé de côté. La ville est partie, il est vrai, de bien plus loin, puisque même la première industrialisation du XIXe siècle — qui a triplé le niveau de la population — a joué sur un centre urbain déjà non négligeable à la fin de l'Ancien Régime; au XXe siècle, donc, elle passe par les nombres suivants :

1901 : 12.132	1921 : 14.123
1906 : 12.306	1926 : 14.932
1911 : 12.784	1931 : 14.687
	1936 : 13.378

Or, l'augmentation relative des étrangers à la ville parmi les jeunes mariés et surtout parmi les ouvriers des tranches de 20-40 ans recensés tous les cinq ans montre la *persistance des arrivées*, même en période de recul absolu de l'ensemble. Donc, la très grande importance, et l'accélération, *des départs*, avec sans doute des phases différentes que l'analyse future mettra en relief, surtout quand

l'informatique mesurera précisément, au niveau des ménages, la stabilité géographique ou les départs entre deux ou plusieurs recensements.

D'ores et déjà, on peut repérer qu'elles tiennent en partie à la conjoncture générale pour des secteurs qui sont tous liés au marché le plus large et ressentent fortement la crise de reconversion des années 1920-1921 (par exemple, Berliet liquide près de 10.000 personnes entre la fin de 1919 et le printemps de 1921) et bien sûr la dépression des années 1930. Mais aussi aux hésitations propres à des industries nouvelles encore incertaines de leur politique et de leurs prévisions, très portées vers les technologies de pointe, mais un peu trop fascinées par des expériences étrangères, américaines surtout, pour les parfaitement maîtriser. Le résultat, c'est une marche en zig-zag de la production, et donc de l'emploi. Si les usines chimiques de Saint-Fons ne paraissent pas connaître d'à-coups spécifiques graves, il n'en va pas de même pour la construction mécanique. Ainsi, à la fin de 1921, Berliet est au bord de la faillite, l'usine intégrée doit être en partie démantelée et l'échec est total, d'un nouveau modèle d'automobile populaire. Si la mise au point d'un moteur Diesel-Maison permet un nouveau départ après 1928, des vices de fabrication demeurent assez longs à éliminer et viennent aggraver les effets de la crise générale. Or, le poids de la firme est tel à Vénissieux (4.500 de ses 5.800 salariés en 1925, 6.000 sur 7.200 en 1936) que la respiration de l'emploi dicte en partie celui de la population locale. A Givors, Fives-Lille s'est orienté dès les années 1900 vers le matériel électrique, mais n'a pas totalement abandonné des fabrications plus traditionnelles, machines-outils, matériel de mines et de carrières, locomotives, dont le placement est incertain; l'usine hésite dans ses choix, et ce n'est qu'à la veille de la Seconde guerre mondiale que les commandes militaires paraissent donner à sa production un rythme de croisière. Les hauts-fourneaux Prenat se sont modernisés avant 1914, récidivent en 1922 et 1928; mais leurs prévisions ont été trop optimistes, et il faut démanteler une partie des installations après 1930; tout comme celles de Berliet, elles ne tournent jamais à plein dans les années suivantes. Enfin, les «Histoires de vie» des ouvriers de Borgo San Paolo sont pleines des licenciements qui ont suivi la première guerre mondiale, et les renvois de 1930-1931 atteignent particulièrement les gens du quartier puisqu'ils sont nombreux chez Ansaldo, Lancia, etc... Au total, le «push and pull» entre l'emploi et le marché du travail dans les grandes firmes explique donc celui de la population locale tout entière, tant leur poids est grand. Si la recherche est bien avancée du côté de Berliet, de Fives-Lille, de Prenat, de la Fiat aussi, il est certain que l'accès aux archives de Rhône-Poulenc et de Saint-Gobain permettrait de compléter l'analyse.

Au-delà, c'est poser la question de la segmentation technologique de la classe ouvrière. Elle n'est pas nouvelle, et la métallurgie du XXe siècle avait connu ces deux couches de métiers qualifiés et de manœuvres glissant l'une sur

l'autre, mues par des facteurs et selon des itinéraires différents. Mais, désormais, ce sont ceux-ci les plus nombreux, et la diversification du travail, la rationalisation qui marche de pair — Berliet, Fiat, les verreries de Givors, l'automobile turinoise sont très tôt touchées par l'O.S.T. et l'application du système Bedaux — multiplient, avec la parcellisation des tâches, les catégories intermédiaires. Le métallurgiste — le mot lui-même devient la règle, alors qu'on n'en parle guère au XIXe siècle — ne se définit plus par un métier; maintenant, il se dit lui-même tel, dans les recensements comme dans les actes d'état-civil — quand ce n'est pas, tout simplement «ouvrier d'usine», et c'est de plus en plus la mention marginale de son employeur qui permet seule de le classer sur le plan économique. Les comptages partiels montrent, logiquement, que c'est parmi ceux qui sont, avant la lettre, des «O.S.» qu'on trouve le plus grand nombre d'origines rurales. Mais aussi les étrangers sous-évalués bien sûr dans les actes de mariage et plus nombreux que ne le laissent deviner les recensements, Italiens, Espagnols, Portugais et, c'est une surprise, déjà Nord-Africains. Un exemple, parmi d'autres : dans les années 1920, les registres d'embauche de la verrerie givordine Neuvcelles révèlent l'entrée de plusieurs centaines d'Algériens; or, le recensement de 1936 ne dénombre que quelques individus. Logiquement, ce sont eux qu'on renvoie en priorité en cas de difficultés, et ils font les frais, d'abord, des tâtonnements de la gestion et des pressions de la conjoncture; à partir des années 1930 d'ailleurs, les instructions officielles invitent à se débarrasser d'eux, en cas de nécessaires licenciements.

En somme (mais il faudra attendre les listings de l'analyse informatique pour véritablement conclure), il semble bien que l'on ait affaire à un milieu ouvrier très différent de celui du XIXe siècle, où le va-et-vient de l'emploi se faisait autour d'un noyau stable d'ouvriers qualifiés, mobile mais selon une géographie très spécifique, et surtout fortement lié par une hérédité et une homogamie professionnelle majoritaire, capable d'intégrer et d'assimiler (à tous les niveaux) les nouveaux venus (20 à 25 %) de chaque génération ou de chaque mutation économique dans le cadre d'une sorte d'auto-reproduction. D'une part, les secousses de l'emploi, donc d'une certaine turbulence géographique, sont plus nombreuses et plus rapprochées et, surtout, elles signifient souvent une redistribution des postes de travail et des qualifications. Le noyau des métiers demeure, mais de plus en plus laminé car maintenant confiné à des fonctions qui ne sont plus centrales, même s'il conserve ses circuits propres de déplacement, confirmés par les «Histoires de vie» reconstitués des métallurgistes de Berliet et de Fives-Lille; la contraction de l'homogamie et de l'hérédité professionnelles est significative, même si elle s'explique d'abord, tout simplement, par les nouvelles répartitions de la population active. Et, devenus minoritaires, ils cessent de s'identifier à l'ensemble du groupe; on en verra plus loin les conséquences. La réalité, c'est le flux et le reflux, l'incessant remuement et l'instabilité des hommes dans ce qui

apparaît comme une nouvelle période de transition, vers une progressive sédimentation (à travers le nombre croissant des époux «indigènes» et le vieillissement très relatif d'ailleurs, lisible à travers les mutations de la pyramide des âges). Il faudra poser, dans la suite de l'enquête, la question d'un nouvel enracinement géographique et sectoriel avec l'ossification progressive de la nouvelle hiérarchie du travail et la moindre attention à l'innovation technologique, la définition de méthodes de gestion plus pérennes quand on reconstituera les histoires des individus et des générations successives, terreau de nouvelles représentations et d'autres conduites.

Pour l'heure, la communauté grandissante du secteur d'emploi provoquée par le poids de quelques grandes entreprises ne signifie pas l'homogénéité du monde ouvrier, bien au contraire. Il est celui de l'éclatement, de l'éparpillement, de l'hétérogénéité, donc de la cassure, simplement annoncée avant 1914, des solidarités anciennes, et en particulier de celles nées du travail lui-même puisque celui-ci s'est radicalement modifié. Sans que soient encore constituées celles de l'espace : car, (Givors constituant l'exception), Borgo San Paolo, Vénissieux, Saint-Fons demeurent dans l'entre-deux-guerres des villes qui n'en sont pas, des lieux de passage, agglomérations lâches et confuses d'usines et de maisons juxtaposées autour d'un ancien noyau villageois et qui perpétuent ce caractère de *barrières* qu'elles avaient avant 1914; maintenant des banlieues, dont on verra plus loin la spécificité.

B — LES INCERTITUDES DE LA CONSCIENCE COLLECTIVE

a) *Le silence relatif de l'usine*

C'est, de surcroît, un monde ouvrier étonnamment silencieux, après l'explosion de 1919-1921, avant la prise de parole — en France — de 1936. Un silence obligé, bien sûr, dans le contexte italien une fois qu'est tombé l'étouffoir du fascisme. Le dépouillement en cours des archives policières de l'entre-deux-guerres ne peut révéler au mieux que les chuchotements de la revendication et de la conscience politique : une certaine abstention, une certaine réserve, simplement, devant les initiatives totalitaires — au sens étymologique du mot — du régime (16). A Borgo San Paolo, on se tait parce qu'on vous empêche de parler; le fascisme brise l'action, détruit les organisations, s'en prend même, on le verra, à l'identité sociale. Et dans son cas, c'est bien une mise à mort, sur un mouvement très vivant et une tradition polymorphe de sensibilité, et de sociabilité *de classe* qui a révélé toute sa force, dans l'été et l'automne de 1920, au moment de l'occupation des usines dont Turin est le cœur. Lancia, Westinghouse, Ansaldo, etc... sont parmi les premières à se soulever et à faire fonctionner cette

forme originale de gestion ouvrière spécifique de l'ensemble du mouvement. Un épisode qui laisse, dans la décennie suivante, un sentiment très fort d'appartenance collective, si l'on en croit les souvenirs de ses plus vieux habitants (17).

Avec celui du « Cercle socialiste » de la Via Barge, ouvert en 1920, avec un théâtre, un groupe de jeunes, une association de défense féministe, un patronage d'enfants, tous inspirés par un souci d'éducation sociale et morale qui attire un nombre d'adhérents ou de participants bien supérieur à celui que comptent dans le quartier les associations politiques ouvrières et les syndicats. On y retrouve tous les traits d'une contre-société, à travers une volonté de couvrir l'ensemble des activités, assez semblable à ce *Circulo Avenire* décrit par D. Bell à Sesto San Giovanni, une commune de la banlieue milanaise, avant 1914, et qui coiffait aussi coopératives de consommation et de construction, journaux, équipes sportives, orchestre, chorale, etc... (18). Une institution mise en place d'ailleurs dans un contexte de concurrence avec l'influence catholique incarnée par l'*Oratoire* de Borgo San Paolo, né lui aussi en 1920 et qui d'un projet missionnaire de départ, ouvre cours d'adultes, théâtre et cinéma, à l'image de celui de Sesto San Giovanni ou l'œuvre de Don Bosco dans le Valdocco, un autre quartier ouvrier turinois, mais poussé dans le quart de siècle qui a précédé la première guerre mondiale. Un cadre conflictuel donc, lié à une situation italienne spécifique — mais jusqu'en 1936, on retrouve aussi à Givors cette action catholique à l'égard des ouvriers, et plusieurs des retraités interviewés à Fives-Lille ont été membres des patronages avant d'adhérer à la C.G.T. réunifiée — Mais qui montre à quel point, au-delà des organisations, les quelques années de liberté ont révélé la force d'un sentiment collectif, disons d'une *Conscience de classe* à Borgo San Paolo, même si le silence obligé des années suivantes a sans doute embelli le souvenir.

Mais est-il seulement l'effet de la répression et de l'action intégratrice du fascisme ? Il faut au moins poser la question, et tout laisse penser que la réponse doit être nuancée. Car il paraît avoir aussi des racines dans la mutation même de l'économique, particulièrement dans les changements du processus de travail : renvoyons au paragraphe précédent; et la rationalisation connaît une nouvelle avancée dans les années 1930. Il y a bel et bien un malaise perceptible dans la mémoire du faubourg, par exemple autour de l'imprévisible déqualification des vieux métiers de la métallurgie, voire de leur élimination; plus généralement, devant les nouveaux problèmes de l'emploi on devine une certaine impuissance à les saisir vraiment, donc à peser sur eux, dans la mesure où les traditions de pression collective, héritées du XIX^e siècle, ont été élaborées, éprouvées, et apprises dans un contexte très différent et où elles ne fournissent plus les clés d'une certaine *modernité* (sans donner à ce mot une connotation positive ou négative) de la condition ouvrière, dans l'usine d'abord, hors d'elle aussi on le verra.

Car le demi-silence des banlieues lyonnaises et des givordins, jusqu'en 1936 en tout cas, est peut-être encore plus impressionnant puisqu'il ne peut s'expliquer par le contexte politique général, ni par l'absence d'une tradition de luttes. Elle est notamment très forte à Givors, où l'on dénombre à la Belle Époque une dizaine de conflits importants et où les verriers, notamment, participent depuis les années 1880 au grand mouvement régional d'organisation et de luttes. Or, après 1918, en quinze ans, on ne dénombre guère qu'une dizaine de grèves, toutes d'une grande médiocrité, dont une seule chez Fives-Lille, en 1926, partielle, courte et piteuse : à tel point qu'elle s'est même effacée des mémoires de ceux qui y participèrent quand ils racontent aujourd'hui l'histoire de leur vie (19). A Saint-Fons et à Vénissieux, on en compte 27 entre 1919 et 1935. Mais la grande majorité d'entre elles ne touchent pas la grande industrie, mais les petits établissements, et notamment ceux du bâtiment. Rien dans la chimie, une huitaine à peine dans la métallurgie et la construction électrique, toutes sans grande importance. La seule notable — 2.500 participants, en 1920 —, ne dure qu'une journée et apparaît tout à fait marginale puisqu'elle touche un arsenal d'État, et la seule vague décelable — entre 1919 et 1921 — ne s'inscrit pas dans les luttes locales : elle se rattache, fait écho, faiblement, aux mouvements d'ensemble qui ont suivi la guerre. Saint-Fons passe même totalement à côté de février 1934, et, à Vénissieux, il n'y a rien d'autre que des prises de parole à la porte des usines et quelques chômeurs isolés.

Si bien que, malgré le rythme heurté de l'emploi et du travail, très typique et l'atonie générale de Berliet, «un flot de paix sociale», pour reprendre une formule du préfet, alors que la firme avait connu — il est vrai dans son établissement lyonnais de Montplaisir : mais on a vu qu'il y avait transfert massif de main-d'œuvre — deux importants conflits, en 1905 et, surtout, en 1912, l'une des toutes premières grèves françaises provoquées par le chronométrage. Un arrêt, du début de 1918, n'est qu'une mince conséquence de la grande lutte des métallurgistes lyonnais : la combativité est ailleurs. Et si, en mai 1919, la fonderie s'arrête, c'est sur une revendication de portée très générale — la journée de huit heures — élaborée sous d'autres cieux. C'est l'échec total, qui se renouvellera en 1936, malgré la puissance de la participation et le contexte national. Mises en série pour l'ensemble des deux communes, les demandes sont presque toujours d'une grande banalité, les salaires, quelquefois des licenciements, rarement des plaintes contre la maîtrise ; la grande question de la «réorganisation du travail», comme on dit, n'est évoquée qu'une seule fois, en 1919, et encore à l'Arsenal ! Jamais rien sur les cadences, le pointage, la délation, les accidents, la mauvaise hygiène, le pouvoir multiforme de la maîtrise dont les maux sont quotidiennement dénoncés entre les deux guerres par les correspondants clandestins — et rarissimes — des journaux communistes. Faut-il ajouter que, de 1923 à 1938, les états de chômage du Premier Mai sont fort minces pour tous les grands

établissements, et les manifestations très épisodiques. En somme, avant le Front Populaire, aucune de ces vagues de fond qui, après un long silence, ont souvent provoqué les débuts d'une action plus pérenne et d'une organisation dans les grands centres ouvriers de la région lyonnaise au XIX^e siècle.

Partout, d'ailleurs, les effectifs syndicaux sont squelettiques, surtout ceux de la C.G.T.U. : encore aujourd'hui, les anciens militants de Givors se souviennent de leur isolement, et les autres, de l'ignorance de leur présence quasi muette. Les mots d'ordre confédéraux apparaissent lointains, et on le voit bien en février 1934. Dans un cadre géographique plus restreint, c'est à Lyon qu'est le centre du mouvement syndical, dans les secteurs plus traditionnels de la chimie et de la métallurgie, et l'on y connaît mal les problèmes de la nouvelle industrie; or, sur place, il naît peu d'organisations spécifiques. Un syndicat C.G.T. des «ouvriers et ouvrières en produits chimiques de la région lyonnaise» sis à Saint-Fons ne paraît guère durer plus d'une année (1919), comme cette «Union régionale (sic) des métaux, voitures, aviation, maréchalerie et similaires»(C.G.T.U.) de 1927. La vieille «Chambre syndicale des ouvriers verriers» (1904) de Vénissieux ne se manifeste guère; les seules associations professionnelles un peu permanentes de la commune semblent être les trois syndicats catégoriels et rivaux des cheminots (1931, 1932, 1934), tardifs d'ailleurs, ancrés sur le dépôt des locomotives; une «Union locale des syndicats unitaires» est assez fantomatique. Une «Association des ouvriers et employés des établissements Maréchal», qui vient de 1909, une «Amicale des constructions électriques de France» (1924-1932) ne paraissent pas relever de l'action syndicale proprement dite, et le «Comité des Chômeurs de Vénissieux» (1934) est très mêlé, occasionnel et éphémère. D'une manière générale, on a de très nombreuses traces d'initiatives, conduites sur une base très dure, par des militants communistes et unitaires; qui recueilleront, après 1936, les fruits de ce travail. Mais leur multiplicité même est révélatrice de leurs échecs, comme si l'action syndicale ne parvenait pas à mordre sur la réalité. Même atonie relative. à Givors, où existe cependant une sociabilité bouillonnante, on le verra, dans ces mêmes années : la percée se fera plus tard. On y reviendra.

Le tableau n'est pas plus brillant du côté de la vie politique, à travers l'image, surtout, qu'en donnent les partis ouvriers. Cependant majoritaires, et très tôt, à Vénissieux comme à Saint-Fons, à travers les consultations électorales de caractère national. Derrière une dominante S.F.I.O., le fait majeur, c'est la lente montée des voix communistes jusqu'en 1936, où Georges Lévy, l'un des leaders rhodaniens du P.C.F. est élu dès le premier tour dans la douzième circonscription, celle de la banlieue ouvrière de l'Est lyonnais. A Vénissieux, il obtient 54,6 % des suffrages, et 42,3 % à saint-Fons, alors que le candidat de la S.F.I.O. ne parvient qu'aux taux respectifs de 14,3 et 22,2 %. La

différence de tempérament politique entre les deux communes paraît bien marquée, sans qu'on puisse encore l'expliquer; mais elle vaudra surtout pour l'après-guerre, sous les IV^e et V^e Républiques et, dans la circonscription, un événement bien spécial vient biaiser la lecture des résultats : le candidat de la S.F.I.O. est peu connu, et il est venu précipitamment remplacer le député sortant, maire de Villeurbanne, compromis dans un scandale immobilier et dont le procès a lieu au moment de la consultation ! La réalité politique est ailleurs, au plan local.

Sans doute Vénissieux se dote-t-elle en 1935 d'une municipalité communiste — et pour longtemps, puisque l'un des conseillers du Front Populaire sera l'immédiat prédécesseur de l'actuel maire, député du P.C.F. Mais c'est à l'occasion d'un émiettement des forces de gauche modérées entre une liste S.F.I.O. et une liste «Socialiste de France», et de la concurrence d'une équipe de «défense des intérêts communaux» et d'une autre de la «Fédération républicaine» absentes des scrutins précédents; et qui mordent sur l'électorat d'une municipalité très «cartel des gauches», à forte participation radicale même si, à compter de 1925, elle a direction socialiste. Des trois maires successifs, le premier (1919-1925) est négociant en grains, le second (1925-1930), instituteur à la retraite, et le dernier (1930-1935), permanent à la S.F.I.O. Des années 1920 à 1936, la plupart des conseillers municipaux sont des petits commerçants, des représentants, des employés, des ouvriers très qualifiés. Du moins le débat politique autour des questions locales semble-t-il plus animé qu'à Saint-Fons où, à l'inverse, la composition sociologique des élus est un peu plus ouvrière; mais le fait qu'un maire, Mathieu Dussurgey (1925-1929) soit mécanicien, et son successeur, Plasse (après 1930), un typographe, ne change pas grand'chose à la tonalité générale. Pire, au début des années 1920, l'étiquette socialiste est floue, et elle couvre un certain nombre de ces «Socialistes autonomes» majoritaires dans le Rhône avant 1914; par la suite, l'union étroite avec les Radicaux est constante de la part d'une S.F.I.O. assez incolore, dans un esprit prolongé de «bloc des gauches».

Givors enfin, où l'emprise du radicalisme d'avant-garde — qui s'est substitué tardivement à la main-mise patronale sur la masse — est encore beaucoup plus nette derrière une majorité formelle socialiste. D'ailleurs, dans tous les scrutins nationaux, il l'emporte très nettement sur la S.F.I.O. en 1924 (avec trois fois plus de voix), en 1928, en 1932; un candidat communiste, en 1928, fait à peine le quart des voix radicales et socialistes réunies, et la dispersion des voix au premier tour de 1936, qui laisse le radical en tête tout en mettant les trois candidats de Front Populaire dans la même fourchette, est tout à fait caractéristique; au second tour, une partie des suffrages «de gauche» se reportent d'ailleurs à droite pour ajouter à la confusion. Au plan municipal, l'union des «forces républicaines,

radicales et socialistes» est une constante, soit sous forme de cartel du premier tour, soit par fusion au second, et l'entrée de trois communistes à l'occasion d'une consultation partielle à la fin de 1935 ne change rien à l'affaire; d'ailleurs, en 1945, une coalition du P.C.F., du M.R.P. et des radicaux, sur une liste unique, l'emportera à son tour sur la S.F.I.O., avant que le maire socialiste élu en 1925, Mathieu Pinat, ne retrouve son siège, avec d'autres alliances, en 1947.

Dès lors, aucune des trois municipalités ne joue le rôle d'encadrement et d'animation politique qui avait été, à la veille de 1914, l'un des projets de certaines mairies socialistes. Et comme la S.F.I.O. est un corps sans âme, le Parti Communiste une minorité pourchassée et dispersée, l'action des petits groupes minoritaires (la C.G.T.S.R., par exemple), des épisodes sans lendemain... Le dépouillement des actes municipaux — arrêts, registres de délibérations, etc... — montre la médiocrité du débat. La seule relation aux problèmes nationaux est l'action en faveur des écoles laïques, à coup de motions, de subventions, d'encouragement aux associations de soutien : il est très caractéristique de loin que la seule imagination de la mairie de Vénissieux se déploie en ce domaine, avec la création de groupes dans les nouveaux quartiers notamment au Moulin à Vent, à Parilly, etc... En dehors de cela, peu de choses, quelques vœux pieux — ils en restent là — contre l'intervention en Russie en 1920, pour la libération d'André Marty l'année suivante, avant un certain réveil des années 1930, où l'on s'intéresse aux comités de chômeurs et où l'on commence à s'inquiéter de ce qui se passe en Espagne. On peut, bien sûr, s'interroger sur la portée d'actes qui ne dépassent pas le cadre fermé des délibérations. Et ce n'est pas ce qui peut changer une impression générale d'atonie de la vie politique.

Que confirme, indirectement, l'histoire orale. Il est très frappant de voir que très peu de récits font appel au contexte politique général de luttes locales qui, elles, sont encore très présentes dans la mémoire. Sur la cinquantaine d'histoires de vie recueillies, il n'en est pas plus de trois ou quatre pour y faire *spontanément* allusion avant 1936. Une amnésie relative ? Même si c'est ainsi, le partage de la mémoire est tout de même caractéristique; et encore plus à partir de 1936 : même chez d'anciens militants communistes, le souvenir reste étroitement lié à des faits concrets du printemps, à l'usine ou à la ville, et les repères connexes de la vie nationale sont mal perçus; on sait vaguement ce qu'a été le gouvernement Blum, ce qu'il a fait, ce qu'il est advenu de lui; on se trompe sur les noms, sur l'enchaînement des faits, comme s'il s'agissait d'une chose *autre* quasiment *étrangère*. En somme, on a l'impression que les questions du quotidien et celles de la société globale embrayent mal les unes sur les autres. A l'atomisation sociologique dont on a repéré les grandes directions dans l'ana-

lyse du recrutement et du travail paraît bien correspondre une atomisation de la conscience politique que les institutions sont incapables d'empêcher et, par un paradoxe qui n'est qu'apparent, c'est encore à Borgo San Paolo qu'elle paraît la moins avancée, parce que l'expression externe est claire et massive et suscite de vieux réflexes de défense. Atomisation ? Le terme est facile, la réalité est sans doute plus complexe. Entre l'individu et la société globale existent des formes ou des cadres de la sociabilité qui paraissent jouer un grand rôle dans ces communautés de transition. C'est à elles, pas par choix préalable, mais parce qu'elles pointaient fermement à travers les discours qu'on s'est attaché enfin.

C — LES CADRES D'UNE RÉSISTANCE ?

a) L'émiettement de l'espace et des sociabilités nouvelles

L'un des facteurs d'unité et de force des communautés ouvrières du XIXe siècle tenait aussi à la familiarité et à la maîtrise d'un espace bien délimité et organisé où s'inscrivaient la majorité des déplacements, la ville tout entière elle-même, le quartier, voire la rue. Or, entre les deux guerres, ces noyaux, tels qu'ils existaient avant 1914, sont tout à fait noyés dans le phénomène de la banlieue. A Givors, la section électorale de «Givors-canal» se gonfle à côté du centre commerçant et étale le long du chemin de fer la juxtaposition désordonnée de ses maisons et de ses usines. Les petits bourgs ruraux de Vénissieux et de Saint-Fons, à l'architecture campagnarde du Dauphiné, font figure de corps étrangers dans le conglomérat lâche des banlieues plates. Et le cœur de Borgo San Paolo, autour de la place Peschiera, avec son marché, ses écoles, ses magasins, l'école San Bernardino est un simple repère sur le plan à larges mailles que dessinent les grands cours qui désormais relient le faubourg à Turin. Des villes qui n'en sont pas, avons-nous dit; en tout cas impossibles à rattacher à ces types de communautés ouvrières qu'avait distingués Georges Duveau pour la France du Second Empire.

Car, malgré l'emprise des grandes firmes, ce ne sont pas des villes usines. Sans doute Fiat commence-t-il à construire à Borgo San Paolo des cités pour ses ouvriers, tout comme le P.L.M. et Fives-Lille à Givors, Rhône-Poulenc et Saint-Gobain à Saint-Fons; la S.O.M.U.A., la Société française des électrodes, le P.L.M. encore à Vénissieux. Berliet est cependant la seule firme à mettre en place un système d'encadrement complet, avec un ensemble d'habitations, une chapelle, une ferme (pour la distribution du lait aux enfants), une fanfare, une bibliothèque, une société sportive, des jardins ouvriers, etc... Mais on ne touche ainsi qu'une minorité — 250 familles en 1928 — et aucune entreprise n'a vrai-

ment l'idée d'un système complet d'encadrement, politique notamment. Marius Berliet n'a jamais visé la mairie de Vénissieux; la direction de Rhône-Poulenc est parisienne et il faudra attendre Vichy pour qu'un Prénat accède à nouveau au Conseil municipal de Givors. Aucune de ces communes n'est une «company-town» à l'américaine ou ne rappelle Le Creusot des Schneider, créatrices d'une docilité première, mais aussi d'un fort sentiment d'appartenance collective ambigu, susceptible des évolutions les plus contradictoires, de la fidélité à l'esprit-maison à l'opposition la plus radicale.

Mais ce ne sont pas non plus de nouveaux *quartiers* de la grande ville voisine. Sans doute les barrières qui les en séparaient tombent-elles après 1920 : la voie ferrée, le champ d'aviation de l'Ansaldo, la place d'armes, les casernes, la prison sont submergés par l'urbanisation en tache d'huile des habitations et des usines, et une nouvelle circulation des hommes et des choses qui diluent l'isolement géographique de Borgo San Paolo, donc les racines de sa conscience locale, dont on verra la force cependant. A l'est de Lyon, la fausse «ceinture verte» — en fait, le no man's land des activités insalubres, les abattoirs, les industries chimiques ... et des casernes — est-elle aussi percée de toute part, et il y a continuité urbaine (?) entre la banlieue et la métropole : chaque matin, des trains ne déversent-ils pas à Vénissieux plusieurs centaines des ouvriers de Berliet ? Le besoin de main-d'œuvre est tel dans les grands établissements qu'il n'est pas étanché par la population locale, malgré sa progression; et, à l'inverse, le développement des transports en commun permet à un certain nombre de travailleurs domiciliés d'aller chaque jour ailleurs : Givors, notamment, commence à échanger sa force de travail avec les villages proches, dans une nébuleuse où le mouvement se fait dans les deux sens. Et, sur place, l'occupation sauvage et accélérée de l'espace, qui met côte à côte, au gré de l'initiative privée, usines et ensembles dispersés d'habitation, ne permet pas la naissance, au moins avant 1940, de nouveaux voisinages assez forts pour faire naître une identité collective. Celle-ci existe, sans doute, mais limitée, et elle ne coïncide jamais avec les limites juridiques des groupes.

Ainsi, ni Vénissieux, ni Saint-Fons n'existent vraiment dans la mémoire de ses vieux habitants; les souvenirs s'accrochent à un lieu-dit, à Parilly, au Moulin-à-Vent, qui peut être extérieur à la commune; la place d'Heyrieux, où l'on danse au 14 juillet, celle de Saint-Priest, où l'on récompense les lauréats du Certificat d'études; les petits commerces, où l'on va s'approvisionner : mais eux-mêmes se dispersent avec la ville, et leur regroupement n'est jamais assez important pour qu'on se rencontre près d'eux en dehors de leur fréquentation; ou bien ils sont eux-mêmes mobiles, le marchand de lait, celui de glaces, etc...; et, bientôt, les lieux de rencontre sportive et les stades, par nature éphémères. Et la sociabilité de tous les jours, c'est au niveau du seuil de la maison qu'elle

s'opère, du jardin où l'on se tient les soirs d'été, et d'où la conversation court de l'un à l'autre. Il n'y a jamais évocation d'un bâtiment public, et encore moins de l'*usine* — ce qui coïncide avec ce qu'on a dit plus haut — ou des chemins qui y mènent, et, là, le contraste est net d'avec Givors. La communauté ouvrière n'a pas encore ces espaces ou ces édifices emblématiques qui jouent un si grand rôle ailleurs au XIX^e siècle, fortement significatifs pour la mémoire collective et autour desquels s'assemblent ses grands jours. Même au plan des loisirs. Les références sont multiples à ceux de la campagne et particulièrement d'une manière un peu mythique, aux veillées d'autrefois, symboles d'un échange perdu. Bien sûr, dit-on, dans tel ou tel groupe d'immeubles, «on se connaissait tous»; mais on ne précise pas comment; «vogues», bals, promenades, tout indique la nostalgie de ruraux transplantés, pendant fort longtemps.

Or, le tableau paraît très différent à Givors et à Borgo San Paolo, où l'on affirme l'importance de l'identité locale, et d'une très forte originalité. «Nostro borgo», dit-on, et l'on insiste sur l'intensité de la vie collective sur et autour de la place Peschiera, où convergent les rues du faubourg, sur la rareté des visites à Turin, une ou deux fois par an, pour un spectacle exceptionnel ou une fête de famille. Mieux, l'action même du fascisme est décrite comme une intrusion de la ville voisine — les expéditions punitives des Squadisti, par exemple — dans une communauté fière de sa condition ouvrière, donc socialiste. Quant à Givors, ce serait une sorte de paradis de la culture populaire, conservée, reprise et développée par la population ouvrière; à travers les mémoires de ses métallurgistes et de ses verriers, c'est l'âge d'or des joutes sur le Rhône et des vogues, occasion de récits picaresques hauts en couleurs; des fêtes de la jeunesse, où les garçons en gants blancs, des rubans de couleur (différente avec les quartiers) au chapeau, entraînent la ville tout entière dans une orgie de boisson («on buvait le canon au mètre») et de nourriture (les «pâtés de vogue» étaient préparés plusieurs semaines à l'avance), avant de brûler un mannequin pour mettre fin aux réjouissances. Comme à Borgo San Paolo, tous les souvenirs s'accrochent à une riche géographie du sentiment et débouchent sur l'affirmation d'une très forte identité locale, inséparable on l'a vu de la dominante ouvrière.

Il n'est pas jusqu'aux jeux sportifs — dont on sait, entre les deux guerres, l'importance dans la formation d'une nouvelle culture populaire — qui ne soient lus sous cet éclairage. L'évocation des joutes à Givors, bien sûr. Mais aussi celle des jeux de boules qui se multiplient à Borgo San Paolo dans les années 1920, et dont on affirme le rôle de résistance au fascisme, puisque celui-ci ne peut mordre sur ce genre d'activités. Tout comme les cercles de football, organisés sur une base étroitement locale, qui permettent une relative liberté de comportement et veulent d'abord des lieux de rencontre et de divertissement, au moment où l'on développe un sport-spectacle, fondé sur le professionnalisme et

l'exaltation du chauvinisme, et que l'on boude, à l'inverse du quartier voisin du Lingotto. Que la progression des spectacles sportifs — et d'une manière plus générale des activités sportives — soit un enjeu, c'est certain; mais que le borgo des années 1920 soit repeint aux couleurs de la nostalgie, c'est aussi probable. Car si la sociabilité se développe très vite dans les années 1920-1940, c'est bien en ce domaine : «Groupement bouliste» (1924), «Comité Clément Ader»(1926), «Société sportive italienne de Parilly»(1929), «Union sportive portugaise de Saint-Fons» (1926), «Les jongleurs de la Vierge»(1920), à Vénissieux et à Saint-Fons; «Société des Amis de la moto» (1928), «Vélo-Club givordin» (1931), «Amicale boule du village» (1931), «Boule givordine P.L.M.» (1932), «Club sportif givordin» (1933), «Société amicale des amis de la raquette»(1935), etc... à Givors... Le croisement avec l'origine géographique, chez les immigrés — que l'on retrouve dans un certain nombre de sociétés chorales et musicales, passées maintenant au second plan — est caractéristique des nouvelles voies de la sensibilité. Il y a sans doute beaucoup à apprendre de l'étude des sociétés sportives et ce qu'on en a déjà vu montre à l'envie qu'on aurait tort de n'y voir qu'épisode sans signification. Pour l'heure, nonobstant les couleurs dont les pare la mémoire du borgo San Paolo, il est cependant difficile d'y voir fondamentalement autre chose qu'une *sociabilité de divertissement*, au sens le plus fort du terme, c'est-à-dire de *détournement* du politique et qui participe de la crise des sociabilités traditionnelles — syndicale, mais aussi mutualiste, coopérative et culturelle — des ouvriers d'avant la Première guerre mondiale, plus fortement intégrées aux problèmes de la société globale. Ceux-ci se retrouvent pourtant, mais ailleurs, et fortement médiatisés par le groupe familial.

b) Le rôle du groupe familial

A travers les récits de vie en effet, celui-ci apparaît comme absolument fondamental; il en constitue le cœur, orné de toutes les vertus, parangon de toutes les valeurs, même quand il a été ignoré ou quitté dans la prime jeunesse : c'est d'ailleurs parce qu'on veut transmettre une expérience qu'on accepte de se raconter, avec un très vif sentiment de la chaîne des générations; et aussi celui d'une rupture au lendemain des années 1950, et de son éclatement relatif, même quand on a gardé de bonnes relations avec ses enfants. Cas extrême que celui de ce métallurgiste givordin dont tous les souvenirs, toutes les images s'ordonnent autour du visage presque mythique d'une sœur assassinée dans les années 1930; mais référence commune au borgo San Paolo, à Givors et à Vénissieux, que ce soit dans l'évocation de la vie de travail ou dans celle du quotidien.

L'image de la famille est au centre des souvenirs, donc, et c'est déjà un signe. Il n'est pas absurde d'y lire ce repli frileux des périodes de difficultés

économiques et politiques, et de la maladresse à s'y opposer qu'a proposé Richard Sennett, dans un autre contexte (20), mais qui peut avoir valeur d'explication sociologique plus générale (21) : on a noté, en effet, en cours de route, l'inadéquation de la revendication et des problèmes concrets du travail, le relatif égarement dans un espace indifférencié et sans chaleur. De fait, la famille, c'est d'abord la mère, ordonnatrice de l'économie domestique dans une période de difficultés matérielles, mais aussi image de la tendresse : on n'est pas près d'oublier cet enfant de dix ans que sa mère porte chaque matin à la porte de l'usine pour lui faire gagner quelques minutes de sommeil, et qui s'en souvient aujourd'hui, à plus de soixante-dix ans avec tant d'émotion. Ce sont aussi les frères et les sœurs aînés, qui élèvent en partie les plus jeunes, les font profiter de leur expérience et de leur entraide. L'éducation extérieure est à peine évoquée : sur l'école laïque ou confessionnelle, à peu près rien ; le catéchisme, la pratique religieuse générale dans la prime enfance, on en parle presque toujours : mais ils ne suscitent ni hostilité, ni regret ; on a glissé, sans problèmes apparents, vers une indifférence que la maturité n'a pas entamée. Car la famille c'est aussi la matrice de l'éducation, et c'est en elle que se sont définies, par elle qu'ont été transmises les valeurs auxquelles on l'assimile.

Car, on insiste : le jeu de boules, la Maison de la Via Barge, les associations de football de Borgo San Paolo, ce sont des plaisirs que l'on partage *en famille* ; comme la vogue de Givors ou les bals de Vénissieux et de Saint-Fons ; on n'ajoute pas le syndicat, l'action revendicative — ils sont si peu présents — mais l'idée est en filigrane. Toute l'action du fascisme ne consiste-t-elle pas à briser l'insécable molécule familiale, en lui arrachant les enfants et en les séparant dans un associationnisme de masse qui privilégie les classes d'âge, en organisant des loisirs en dehors d'elle, en tentant de lui substituer des solidarités verticales qui rompent son unité (22). En somme, il s'agit d'institutionnaliser la désagrégation de la nouvelle classe ouvrière, de créer des formes de sociabilité plus aisées à contrôler. Et rompre l'unité familiale traditionnelle, c'est aussi, semble-t-il, contribuer à briser la solidarité de classe et les valeurs qu'elle a engendrées : il est logique qu'une partie de la résistance passe par le renforcement de la famille.

On n'en est pas là à Givors, à Vénissieux et à Saint-Fons. Mais, fondamentalement, la situation est la même, puisque l'industrialisation moderne tend à atomiser les ouvriers, devenus ainsi plus faciles à déplacer ou à former à un nouveau travail. Dans une certaine mesure, en grossissant la question, la situation turinoise tend à l'obscurcir. En effet, l'image de la famille n'est jamais antagoniste, voire différente de celle du travail. Et, particulièrement de l'évocation du père, jusque là passée sous silence. Or, elle est centrale et, plus que tout

autre, normative. Le voilà, le modèle idéal; peu présent à la maison, un peu marginal — il intervient rarement, mais de façon toujours exemplaire dans la vie domestique — mais précisément lien privilégié avec le monde extérieur, et en particulier le travail à l'usine. Il est l'honnêteté, l'incorruptibilité, la conscience politique et, surtout, le savoir technologique : si bien que toute l'exaltation du *métier* qui court à travers les discours, héritée du XIXe siècle mais indépendante des transformations de la fabrication, est inséparable de celle de la famille. Le père, c'est par excellence, le *bon ouvrier*, cette figure un peu mythique de l'usine, qui sait *dominer* son travail, aussi bien vis-à-vis de la machine que de l'organisation manufacturière et de la maîtrise, voire du patron. Si bien que la *résistance*, c'est une affaire individuelle, et non collective, celle que nous apprend précisément l'imitation du père : il y a sans doute là une des clés de l'apparente tranquillité de ces usines sans cesse bouleversées par les adaptations technologiques et où les rapports, d'ailleurs, apparaissent singulièrement personnalisés aussi bien dans l'évocation de la maîtrise que dans celles de ces patrons, à vrai dire exceptionnels, que sont Marius Berliet et le «père Riboud» de la verrerie de Givors autour duquel fourmillent les anecdotes. L'action ouvrière, c'est sans doute, d'abord, toute une série d'arrangements, de détournements, d'adaptations individuels, depuis longtemps repérés d'ailleurs par les sociologues du travail; il y a une gestion quotidienne du travail, où chacun trouve son compte, comme il y a dans la famille, une gestion quotidienne de l'existence, et l'une et l'autre aident à vivre, suffisamment pour qu'on n'écoute que d'une voix distraite les appels des rares militants, sauf en période de crise aiguë, quand l'*emploi lui-même* est menacé, et c'est sans doute une des explications de l'explosion de 1936. Revenons à la famille, dont le rôle est sans doute encore plus large, dans la formation morale et technique, dans le choix du métier, dans les alliances, en un mot dans tout ce qui peut arracher à l'anonymat et à la solitude auxquelles poussent, malgré tout, les transformations de l'organisation des grandes usines. Car jusque là, nous n'avons travaillé que sur des discours : c'est l'analyse informatique qui nous permettra seule de les vérifier, dans la construction de ces vies parallèles — vues par eux-mêmes, reconstruites par nous — des ouvriers de la seconde industrialisation.

Aussi, ne saurait-il être question de conclure. D'autant plus qu'on n'a évoqué qu'à de rares moments, par la bande, la question qu'on avait posée au début, celle du ralliement au communisme. Auquel finissent par arriver — sauf Saint-Fons — Vénissieux (au lendemain de la Libération) comme Borgo San Paolo et Givors (en 1953); et où il prendra, très vite, une allure hégémonique pour ne pas dire totalitaire, au sens où il inspirera désormais la totalité des activités collectives, politiques, sociales et culturelles. Pour l'heure, ce qu'on a

repéré, c'est le *vide* qui se creuse dans l'entre-deux-guerres par rapport à l'ancienne tradition ouvrière. Derrière la médiocrité de la vie politique et des luttes syndicales, il y a le renouvellement et la turbulence de la nouvelle classe ouvrière; son impuissance devant la nouveauté des problèmes qui se posent à elle dans le travail; l'effritement des solidarités anciennes du métier dans la segmentation des qualifications et des voisinages, dans l'inorganisation de l'espace où elle s'inscrit; le décalage des sociabilités nouvelles par rapport aux grands problèmes de société et le repli vers les petits groupes élémentaires et les solutions individuelles. Il ne semble pas qu'il y ait continuité — même partielle — d'avec la période d'avant 1914. Borgo San Paolo, Vénissieux, Saint-Fons — et même Givors, malgré sa volonté de l'affirmer — c'est un entre-deux, un monde de la transition qui se définit plus par des manques, des absences, des ruptures que par des signes précurseurs, des commencements, des cheminements souterrains. Il faudra comprendre, plus tard, comment, à partir de 1936, on va se reconnaître dans des conduites et des représentations — et pourquoi — qui existaient auparavant mais que l'on ne voyait pas.

Yves LEQUIN

NOTES

- 1 — Historiens et ethnologues de l'Université Lyon II.
- 2 — Cf. Georges Haupt, «Why the History of the working-class movement ?», *New german critique*, 14, 1978 et *Europa* (Montréal), I, 2 (1978, p. 103-124.
- 3 — A. Kriegel, *Les communistes français; essai d'ethnographie politique*, Paris, 1968.
- 4 — Bien sûr, E.P. Thompson, *The making of the English working-class*, 1963; *Labouring Men — Studies in the History of Labor*, 1964, etc...; Herbert G. Gutman, *Work, culture and society in industrializing America*, 1977; D. Montgomery, «The new unionism and the transformation of worker's consciousness in America, 1909-1922», *Journal of Social History*, VII, 1974, et «Les ouvriers et la réorganisation de la production aux Etats-Unis (1900-1920), *Le Mouvement Social*, n° 102, 1978.
- 5 — Y. Lequin, *Les ouvriers de la région lyonnaise dans la seconde moitié du XXe siècle (1848-1914)*, t. 2, p. 1977.
- 6 — S. Thernstrom, *Poverty and Progress. Social mobility in a Nineteenth-century City*, 1964; id. and R. Sennett, eds., *Nineteenth Century Cities*, 1969; id., *The Other Bostonians*.
- 7 — Parmi les plus récents, P. Spriano, *Storia di Torino operaio et socialista. De De Amicis a Gramsci*, 4e éd. 1972; G. Procacci, *La lotta di classe in Italia agli Inizi del Secolo XX*, 1972. S. Merli, *Proletariato di Fabbrica e capitalismo industriale. Il caso italiano, 1880-1900*, 1973, 2 vol., etc...
- 8 — Citta di Torino, Assessorato per la cultura, *Torino tra le due guerre*, Turin, 1978.
- 9 — Cf. annexe 2, sur l'échantillon des interviewés et sur le mode de la démarche, certains de ses «sous-produits», l'article joint, a paru, *Annales E.S.C.*, 1979, Y. Lequin et J. Métral, «A la recherche d'une mémoire collective : les retraités de la métallurgie à Givors».
- 10 — Une partie des interviews a été en effet menée dans le cadre de Mémoires de maîtrise, aujourd'hui terminés et déposés au Centre Pierre Léon : C. Amblard, *Vécu et devenir chez les ouvriers retraités de la verrerie à Givors*; C. Vellud, P. Maury et C. GAN, *Les retraités de la métallurgie à Givors : un essai d'histoire orale*; M. N. Pichon, S. Murgia et E. Chahinian, *Recherches sur les ouvriers de Berliet entre les deux guerres*.

- 11 — D. Iriarte, *Les ouvriers espagnols de la banlieue lyonnaise : essai d'histoire orale*, a été terminé récemment et déposé au Centre Pierre Léon.
- 12 — Trois mises au point successives montrent la prolifération des travaux : G. Dupeux, «L'étude de la mobilité sociale : quelques problèmes de méthode», *Mélanges Labrousse*, 1974; et H. Kacible, *Historische Mobilität forschung*, 1978 — Auxquels sont venus s'ajouter, parmi les ouvrages les plus récents, P. Borscheid, *Textilarbeiterschaft in der Industrialisierung — Soziale Lage und Mobilität in Württemberg (19 Jahrhundert)*, 1978 et D. Crew, *Town in the Ruhr. A Social History of Bochum, 1860-1914*, 1979. Sur l'avancement de la recherche en Allemagne, D. Crew and E. Rosenhaft, «SSRC Research Group on Modern German Social History», *Social History*, IV, 1 (1979); d'autres projets sont en cours autour de J. Kocka (Bielefeld).
- 13 — Cf. supra, p. 27, note 9.
- 14 — Cf. M. Laferrère, *Lyon, ville industrielle*, 1960, p. 426 et suiv. et P. Cayez, *Métiers Jacquard et hauts-fourneaux. Aux origines de l'industrie lyonnaise*, 1978, p. 336 et suiv.
- 15 — Gareth Stedman Jones, «Working-class culture and working-class politics in London, 1870-1900 ; notes on the remaking of a working-class», *Journal of Social History*, VII, 4 (1974), p. 460-508.
- 16 — Sur les modes d'approche, et les types d'action spécifique de la revendication ouvrière, cf. Tim Mason, «The workers' opposition in nazi germany», communication au colloque «Cultura operaia et disciplina industriale» (Rome, 1979), à paraître dans les *Annales de la Fondazione Lelio e Lisli Busso-Issoco*.
- 17 — Cf. Paolo Spriano, *L'occupation des usines — Italie, septembre 1920*, trad. fr. sc., 1978, p. 67, p. 79-84.
- 18 — Donald H. Bell, «Worker culture and worker politics : the experience of an Italian town, 1880-1915», *Social History*, III, (1978), 1, p. 1-21.
- 19 — Cf. supra, p. 27, note 9.
- 20 — Richard Sennett, *Families against the city. Middle class homes of industrial Chicago, 1872-1890*, 1970.
- 21 — *Ibid.*, *The fall of public man*, trad. fr. sc., 1979, *Les tyrannies de l'intimité*.
- 22 — Victoria de Grazia, «La taylorisation des loisirs ouvriers : les institutions sociales de l'industrie dans l'Italie fasciste», *Recherches*, n° 32-33, 1978, p. 209-248.